Burundi : la persécution des avocats entre le ridicule et l'odieux

Courrier international, 25 aoÃ»t 2011FranÃ§ois Nyamoya, avocat au barreau du Burundi, toujours dÃ©tenu Ã Bujumbura, Ã nouveau devant ses juges ce vendredi 26 aoÃ»t.Il y a quelques semaines, trois avocats ont Ã©tÃ© successivement arrÃªtÃ©s au Burundi, dont le BÃ¢tonnier de lâ€™ordre des Avocats. Ces arrestations rÃ©pÃ©tÃ©es ont suscitÃ© une Ã©motion considÃ dans la profession qui a menacÃ© dâ€™une grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale.Le BÃ¢tonnier et une avocate ont Ã©tÃ© rapidement libÃ©rÃ© FranÃ§ois Nyamoya est restÃ© dÃ©tenu.
Vendredi 19 aoÃ»t 2011, le juge en charge de lâ€™examen de la situation de dÃ©tention provisoire de Me Nyamoya, avait ordonnÃ© quâ€™il soit remis en libertÃ© en assortissant cette mesure de conditions telles la prÃ©sentation de Me Nyamoya au parquet Ã intervalles rÃ©guliers.Le parquet a interjetÃ© appel. Le code pÃ©nal burundais prÃ©voit que lâ€™ordonnance de mi libertÃ© est immÃ©diatement exÃ©cutoire nonobstant appel. La loi est claire et non-sujette Ã interprÃ©tation. MalgrÃ© le texte clair et les dÃ©marches du BÃ¢tonnier en vue de respecter le code de procÃ©dure pÃ©nale, Me Nyamoya nâ€™a pas Ã©tÃ© l vendredi, lâ€™avocat burundais sera prÃ©sentÃ© devant le juge dâ€™appel. Tout le barreau du Burundi compte se mobiliser p soutenir son confrÃ¨re. Le bÃ¢tonnier a dâ€™ailleurs confirmÃ© la demande de libÃ©ration immÃ©diate de Me Nyamoya, lors d confÃ©rence de presse le 24 aoÃ»t Ã Bujumbura.La dÃ©fense rappelle que le dossier qui justifie lâ€™arrestation de Me Nyamoya, est le dossier de lâ€™assassinat le soir du 20 novembre 2001, dâ€™un diplomate de lâ€™OMS, Kassy Manlan.Tout semble indiquer que lâ€™assassinat du Dr Kassy a Ã©tÃ© un crime dâ€™Etat. Il a Ã©tÃ© enlevÃ© par un commando bien org une semaine de filature Ã Bujumbura. Cet Ivoirien, reprÃ©sentant de lâ€™OMS au Burundi et ayant donc un statut de diplomate, avait enquÃªtÃ© sur dâ€™Ã©normes dÃ©tournements de fonds au dÃ©triment du projet de lâ€™OMS de lutte contr paludisme.Â«Â A 22 heures, au moment de la sortie de son bureau, il est filÃ© par trois hommes, tous des anciens militaires. Chez lui, neuf hommes lâ€™attendaient. Il a Ã©tÃ© maÃ®trisÃ© et conduit Ã son travail pour dÃ©truire un fichier trÃ¨s importa trÃ¨sâ€¦ intÃ©ressant. Câ€™est ce fichier qui est le mobile de son assassinatÂ Â», avait relatÃ© Gratien Rukindikiza, de lâ€™ag Burundi News.Â«Â AprÃ¨s avoir dÃ©truit son fichier qui lâ€™avait pris beaucoup de jours Ã confectionner et documenter, le commando lâ€™a alors conduit chez lui pour y Ãªtre tuÃ© Ã minuit. Son cadavre a Ã©tÃ© acheminÃ© Ã bord dâ€™une camio bords du lac Tanganyika, prÃ¨s du cercle nautique, pour Ãªtre dÃ©vorÃ© par les crocodiles. Cependant, le cadavre a Ã©tÃ© Ã©pargnÃ©Â Â». Et donc retrouvÃ©.Jusquâ€™Ã prÃ©sent, les organes dâ€™Etat du Burundi ont tout fait pour empÃªcher la c judiciaire des meurtriers et commanditaires et pour crÃ©er de fausses pistesÂ : la sÅ“ur de Me Nyamoya, Gertrude, elle-mÃªme agent de lâ€™OMS, avait Ã©tÃ© fallacieusement accusÃ©e de ce meurtre par des enquÃªteurs qui avaient trafiquÃ© la recherche de la vÃ©ritÃ©.Face Ã une telle manÅ“uvre grossiÃ¨re, lâ€™OMS avait dÃ©cidÃ© dâ€™organiser la dÃ©fense de s Ã Me FranÃ§ois Nyamoya et Ã quelques autres que lâ€™on doit dâ€™avoir dÃ©couvertÂ une partie de la vÃ©ritÃ© de cette a exemplaire de lâ€™instrumentalisation de la justice. Et câ€™est dans ce dossier oÃ¹ toute cette famille Ã tellement souffert quâ€™aujourdâ€™hui, lâ€™on accuse Me Nyamoya de subornation de tÃ©moin.Le porte-parole du Barreau, Me Sylvestre Ban Banze, a rappelÃ© avec justesse que les faits concernant cette affaire honteuse qui remonte Ã 2001, sont dâ€™office prescrits et que le maintien en dÃ©tention de Me Nyamoya constituerait une bavure judiciaire. Par ailleurs, si le dossier devait Ãªtre rÃ©ouvert, il faudrait Ã©videmment sâ€™attaquer prioritairement Ã lâ€™identification des meurtriers de Kassy Manlan et de leu commanditaires.Lâ€™un de ses avocats et amis, Me Bernard Maingain, du Barreau de Bruxelles, souligne que Â«Â Me Nyamoya est une personnalitÃ© rayonnante qui tÃ©moigne par sa vie mÃªme, de lâ€™idÃ©al de justice. Il est reconnu Ã Bujum pour son Ã©thique rigoureuse et pour son dÃ©sintÃ©ressement. Il nâ€™a jamais hÃ©sitÃ© Ã assumer des dossiers difficiles e cabinet est le lieu oÃ¹ policiers et militaires, fonctionnaires, militaires et magistrats viennent se confier chaque fois que lâ€™Etat de droit est menacÃ©. Son engagement politique au sein du M.S.D., intervient dans le respect de la loi burundaise et sâ€™inscrit dans une volontÃ© claire de lutte pour plus de justice, ce qui nâ€™est pas condamnable en lâ€™Ã©tat du droit burundaisÂ Â».Dans le contexte difficile des relations entre le Barreau et certaines autoritÃ©s, la dÃ©fense invite Ã lâ€™apaisement et au dialogue.